

Unité interdépartementale d'Indre-et-Loire et de Loir-et-Cher
ZA n°2 des Ailes
25-26 rue des Ailes
37210 Parçay-meslay

Parçay-meslay, le 21/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

DE SANGOSSE

AGEN - Bonnel
CS 10005
47480 Pont-du-Casse

Références : VAT20240372
Code AIOT : 0010003889

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/10/2023 dans l'établissement DE SANGOSSE implanté ZI des Gaudières 37390 Mettray. L'inspection a été annoncée le 27/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DE SANGOSSE
- ZI des Gaudières 37390 Mettray
- Code AIOT : 0010003889
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

L'établissement De Sangosse est un entrepôt de produits phytosanitaires. La surface du site est de 53700 m² dont 11630 m² de bâtiments. La capacité de stockage est de 11400 palettes.

L'établissement relève du statut seveso seuil haut.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Plan	Arrêté Préfectoral	Susceptible de	Demande d'action	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	d'Opération Interne - Mise en oeuvre	du 21/10/2010, article 7.8.7.1	suites	corrective	
4	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.	/	Demande d'action corrective	2 mois
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	/	Demande d'action corrective	2 mois
7	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 12/04/2017, article II > 13.	/	Demande d'action corrective	2 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 13/04/2017, article II > 13.	/	Demande d'action corrective	2 mois
9	Installations électriques et équipements métalliques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.	/	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Etat des stocks	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.	Sans objet
3	Rapport assureur	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.2.	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.	Sans objet
10	Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'Opération Interne - Mise en oeuvre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2010, article 7.8.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'Opération Interne - Mise en oeuvre

<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 12/04/2023 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Susceptible de suite
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'accident, l'exploitant assure la direction du POI jusqu'au déclenchement éventuel d'un plan particulier d'intervention (PPI) par le préfet. Il met en oeuvre les moyens en personnels et matériels susceptibles de permettre le déclenchement sans retard du POI. (...) En cas d'accident, l'exploitant assure à l'intérieur des installations la direction des secours jusqu'au déclenchement éventuel du PPI.</p>
<p>Constats :</p> <p>Constats de la précédente inspection du 12/04/2023 : Durant cet exercice, il a été difficile de suivre les opérations effectuées par le DOI de façon à vérifier que toutes les étapes de la procédure étaient bien réalisées.</p> <p>Constats du 06/10/2023 : Par courriel du 5 juin 2023, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise à jour du plan d'opération interne (POI) de l'établissement et de la transmission de ce POI complété, tenant compte des remarques formulées lors de l'inspection précédente du 12/04/2023, au plus tard à fin septembre 2023.</p> <p>L'inspection n'a pas été destinataire du POI complété au préalable du présent contrôle.</p> <p>En séance, l'exploitant n'a pas été mesure de présenter le POI complété. Celui-ci s'est engagé à le transmettre à l'inspection à l'issue de la présente inspection. A ce jour, le POI complété n'a pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'écart constaté lors de la précédente inspection du 12/04/2023 est maintenu.</p> <p><u>Écart maintenu</u> : Durant l'exercice POI du 12/04/2023, il a été difficile de suivre les opérations effectuées par le DOI de façon à vérifier que toutes les étapes de la procédure étaient bien réalisées.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées un plan d'opération interne tenant compte des remarques effectuées par l'inspection des installations classées lors de l'exercice POI du 12/04/2024 (cf rapport d' de l'inspection du 12/04/2023).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.4. I.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'état des stocks de l'établissement est réalisée informatiquement. Il comprend les quantités de matières stockées ainsi que les rubriques de la nomenclature des installations classes associées et le ou les mentions de dangers de chaque produit enregistré.</p> <p>Un plan général des zones d'activités et de stockage est accessible via le plan d'opération interne de l'établissement.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rapport assureur

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 1.2.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection des installations classées le rapport d'analyse de la société MS AMLIN consécutif à la visite du 04/05/2023 de prévention incendie et risques associés.</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Détection automatique d'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 12.</p>

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.[...]. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Un test de déclenchement d'alarme incendie a été effectué à l'intérieur de la cellule C2. Le système de détection incendie de cette cellule se compose de détecteurs par aspiration de fumées reliés à 2 centrales d'analyse. La redondance de cette fonction permet d'augmenter la fiabilité du système de détection incendie, en cas de panne d'une des 2 centrales d'analyse.</p> <p>Selon les informations recueillies auprès de l'exploitant, le système de détection incendie comporte 2 seuils d'alarme. Le déclenchement du premier seuil de détection active la fermeture des portes coupe-feu. Le second seuil active le déclenchement du système d'extinction à haut foisonnement.</p> <p>Lors de ce test, l'inspection des installations classées a constaté le déclenchement d'une alarme visuelle à l'intérieur de la cellule C2, la fermeture de la porte coupe-feu de la cellule et le report de l'alarme sur le téléphone de l'exploitant.</p> <p>Néanmoins, aucune alarme sonore audible n'a été déclenchée à l'intérieur de la cellule .C2.</p> <p>Écart constaté : La cellule C2 n'est pas équipée d'une alarme sonore audible, permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes dans cette cellule, en cas de détection incendie.</p> <p>Remarque : L'exploitant doit s'assurer de la présence d'une alarme sonore perceptible en tout point de chaque cellule de stockage de l'établissement, en cas de déclenchement du système de détection automatique d'incendie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : - d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :</p> <p>a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;</p>

<p>b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.</p> <p>- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues.</p>
<p>Constats :</p> <p>En termes de moyens de lutte contre l'incendie, l'établissement dispose notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> De robinets incendies armés disposés* dans chaque cellule de stockage et sur le quai. Ces RIA sont alimentés : <ul style="list-style-type: none"> pour les cellules C1 à C7 : par le bassin pompier depuis le surpresseur ; pour les cellules J1 à J2 et quai : par le réseau public. d'une réserve incendie de 700 m³ pour les Services de Secours. Cette réserve, alimentée par le réseau public et par les eaux de toitures de la cellule C1, sert également de réserve d'eau pour les besoins du réseau RIA des cellules C1 à C7. <p>Il n'existe pas de poteaux incendie sur le site</p> <p>Selon les informations de l'étude de dangers de janvier 2014, une réserve communale de 240 m³ et 2 poteaux incendie sont présents à proximité du site. La présence de ces ressources n'a été vérifiée.</p> <p>Lors de la visite sur site l'inspection des installations classées a constaté le plein remplissage de la réserve d'eau d'extinction incendie de 700 m³.</p> <p>Par ailleurs, un test fonctionnel de mise en eau d'un robinet incendie armé de la cellule 11 a été effectué. Ce test s'est déroulé correctement.</p> <p>* : Contrôle par sondage</p> <p>Pas d'écart constaté.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 13.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>Selon les informations mentionnées dans la dernière de l'étude de dangers de l'établissement, en date de janvier 2014, les cellules C1 à C7 sont équipées individuellement d'un dispositif d'extinction mousse à haut foisonnement à déclenchement automatique et manuel.</p> <p>Le système présente les caractéristiques suivantes :</p>

- une réserve d'eau de 110 m³ et une réserve d'émulseur de 5500 l,
- un groupe motopompe diesel de 320 m³/h,
- 3 générateurs pour les cellules C1, C2, C3, C4 et C6, et 4 dans les cellules C5 et C7..

Contrôle documentaire :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter une attestation justifiant de la conformité du dispositif d'extinction mousse à haut foisonnement des cellules C1 à C7.

Par ailleurs, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de présenter le dernier rapport de maintenance du dispositif d'extinction mousse à haut foisonnement. À cet effet, l'exploitant a présenté le rapport de la société 2MSE consécutif à une maintenance préventive (contrôles, vérifications techniques et entretien) en date du 24/02/2022 du dispositif d'extinction mousse à haut foisonnement selon la règle APSAD R12. Aucun point de non-conformité n'a été relevé par le vérificateur.

Selon la règle APSAD R12 de février 2020, les systèmes d'extinction automatique à mousse à haut foisonnement doivent notamment faire l'objet de vérification semestrielles et annuelles par un vérificateur certifié qui établit, lors de chaque vérification, un compte rendu de vérification périodique Q12.

L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier des vérifications semestrielles et annuelle au titre de l'année 2023.

Contrôle sur site :

Lors du contrôle sur site, l'inspection des installations classées a constaté le plein remplissage, de :

- la cuve de gazol alimentant le moteur diesel du groupe motopompe ;
- la réserve d'eau ;
- la réserve d'émulseur .

Par ailleurs, lors de la visite des installations de la cellule C2 (cf point de contrôle n° 4: Détection automatique d'incendie), l'inspection a constaté la présence de palettes à proximité des diffuseurs de mousse du système d'extinction automatique à haut foisonnement susceptible d'entraver la bonne diffusion de la mousse à l'intérieur de la cellule.

Écart constaté : L'exploitant ne dispose pas d'un certificat de conformité pour son installation d'extinction automatique à haut foisonnement précisant que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart relevé doivent être transmis à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/04/2017, article II > 13.

Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts

Prescription contrôlée :

<p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>cf constats point de contrôle n°6</p> <p>Écart constaté : Les vérifications semestrielles et annuelle du système d'extinction automatique à haut foisonnement de l'établissement n'ont pas été effectuées au titre de l'année 2023, telles que préconisées par la règle APSAD R12.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart relevé doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/04/2017, article II > 13.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.</p>
<p>Constats :</p> <p>cf constats point de contrôle n°6</p> <p>Écart constaté : La présence de palettes à proximité des diffuseurs de mousse du système d'extinction automatique à haut foisonnement, de la cellule C2, est susceptible d'entraver la bonne diffusion de la mousse à l'intérieur de la cellule.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart relevé doivent être transmis à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Installations électriques et équipements métalliques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 15.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Prescription contrôlée : Conformément aux dispositions du code du travail, les installations électriques sont réalisées, entretenues en bon état et vérifiées.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport APAVE Q18 relatif à la vérification périodique du 12/05/2023 des installations électriques de l'établissement. Ce rapport conclut à une vérification complète des installations électriques et à l'absence de risque d'explosion et d'incendie. Néanmoins le corps de ce rapport mentionne l'absence de réalisation de coupure générale et la non réalisation d'essais des dispositifs différentiels. Écart constaté : L'exploitant n'a pas fait procéder à la vérification de l'ensemble des installations électriques de son établissement au titre de l'année 2023.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les justificatifs permettant de répondre au constat d'écart relevé doivent être transmis à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article II > 22.
Thème(s) : Risques accidentels, Entrepôts
Prescription contrôlée : L'exploitant s'assure d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, clapets coupe-feu, colonne sèche notamment) [...]. L'exploitant définit les mesures nécessaires pour réduire le risque d'apparition d'un incendie durant la période d'indisponibilité temporaire du système d'extinction automatique d'incendie.
Constats : A la demande de l'inspection des installations classées, l'exploitant a présenté les rapports suivants consécutifs à la dernière vérification des portes coupe-feu et des exutoires de fumées. <ul style="list-style-type: none">• rapport de la société Solutec consécutif à la vérification du 12/12/2022 des portes coupe-feu de l'établissement.• rapport de la société Essenes Service consécutif à la vérification du 31/08/2023 des exutoires e fumées de l'établissement. Au vu de ces 2 rapports, l'inspection des installations classées constate l'absence de mention de non-conformité relevée lors de ces 2 vérifications.

Par ailleurs, en cas d'indisponibilité du système d'extinction automatique à haut foisonnement, l'exploitant dispose de la procédure TS 02 d'octobre 2019 précisant les mesures à mettre en place. L'inspection des installations classées n'a pas de remarque à formuler sur la procédure présentée.

Pas d'écart constaté.

Type de suites proposées : Sans suite